



A2N
NODDE
NOOTO



RAPPORT ANNUEL
2020

RAPPORT ANNUEL A2N
2020

Table des matières

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	5		
MOT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF	6		
QUI SOMMES-NOUS ?	8		
GOUVERNANCE DE L'ONG	11		
A2N EN CHIFFRES EN 2020	12		
1. NOS RÉALISATIONS	13		
Revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique (Djam)	14		
Résilience & cohésion sociale au Sahel (RECOSA)	16		
Renforcement de la cohésion sociale par la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires dans la commune de Dori - région du Sahel, Burkina Faso	18		
Appui à la gestion pacifique des conflits locaux	20		
Jeunes et paix : une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso	22		
Amélioration de la résilience par le petit élevage	24		
Récupération et valorisation des espaces pastoraux (ReVap BKF/024)	26		
Renforcement de la participation citoyenne par l'implication des citoyens dans la gestions des infrastructures publiques des secteurs de la santé et de l'éducation	28		
		Appui Conseil et intermédiation sociale au Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole dans la région du Sahel (ACIS au PCESA)	30
		Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel (F12 Sahel)	32
		Appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des micro-entreprises dans la région du Sahel, Burkina Faso	34
		2. SUCCESS STORIES 2020	37
		3. FAITS MARQUANTS EN 2020	43
		4. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET MESURES D'ATTÉNUATION	45
		5. PERSPECTIVES	47
		6. PARTENARIAT	49
		7. SITUATION FINANCIÈRE	53

A2N	: Association Nodde Nooto
AFD	: Agence Française de Développement
AIDR	: Alliance Internationale de Développement et de Recherche
ARUP	: Association Reconnue d'Utilité Publique
ATAD	: Alliance Technique d'Assistance au Développement
CA	: Conseil d'Administration
CCEB	: Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducation de Base au Burkina Faso
CCFV	: Commission de Conciliation Foncière Villageoise
CFV	: Commission Foncière Villageois
CMA	: Centre Médical avec Antenne Chirurgicale
CRA	: Chambre Régionale d'Agriculture
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CTS	: Comité Technique de Suivi
CVD	: Conseil Villageois de Développement
FFU	: Fonds Fiduciaire d'Urgence
GIE	: Groupement d'Intérêt Économique
GRN	: Gestion des Ressources Naturelles
ISS	: Infrastructures Structurantes Stratégiques
MRAH	: Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
ODE	: Office de Développement des Églises Évangéliques
PACCSSED	: Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité de services dans les domaines de la Santé et de l'Éducation
PAE/JF	: Programme d'Autonomisation Économique des Jeunes et des Femmes
PARPEL	: Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage
PCESA	: Projet de Croissance Économique dans le Secteur Agricole
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOSA	: Résilience et Cohésion Sociale au Sahel
SPONG	: Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales
STD	: Service Technique Déconcentré
SVS	: Solution Vétérinaire du Sahel
UFC	: Union Fraternelle des Croyants
UICN	: Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNZK	: Université Norbert Zongo de Koudougou
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
VSF-B	: Vétérinaires Sans Frontières Belgique



Mot du Directeur Exécutif

*Une résilience des
populations de plus en
plus éprouvée par les crises
sécuritaire et sanitaire*

Trouver les moyens de faire face à la situation sécuritaire qui vulnérabilise davantage les populations déjà confrontées aux crises alimentaire, nutritionnelle, voire sanitaire, telle est la préoccupation majeure de l'Association Nodde Nooto (A2N) en ce début d'année 2020. Pour ce faire, nos priorités ont été orientées sur le renforcement de la résilience des populations dans notre zone d'intervention. Aussi, nous nous sommes logiquement engagés à parfaire les systèmes de production agro-sylvo-pastorale à travers des actions visant à améliorer l'accès aux ressources : exploiter judicieusement des ressources limitées tout en minimisant les risques d'accroître les tensions sociales entre des communautés déjà éprouvées par les attaques des groupes terroristes.

Mais en ce début d'année, la crise sanitaire provoquée par la pandémie de Covid-19 va davantage mettre à rude épreuve une résilience des populations déjà éprouvées par une insécurité alimentaire aggravée par une insécurité physique à laquelle elles sont confrontées depuis 2015.

La période pendant laquelle plusieurs régions du pays avaient été mises en quarantaine, c'est-à-dire entre le 27 mars et le 5 mai 2020, a été particulièrement difficile pour les populations les plus vulnérables. Cette situation a surtout affecté la pratique d'activités commerciales, et par conséquent le secteur tertiaire. Aussi, quand on sait que plusieurs familles dépendent de petits commerces, cela a accentué davantage la précarité de plusieurs ménages. Cette situation a également et surtout révélé l'importance du secteur informel dans la vie socio-économique du Burkina Faso. En moins de deux mois, on a compris que les conséquences de cette mesure sur la vie des populations pouvaient être tout aussi catastrophiques, voire pires que la Covid-19. Et ce ne sont pas les mesures prises par le Gouvernement et les partenaires techniques et financiers qui pouvaient atténuer cette situation.

La levée de la quarantaine a permis une relance de l'activité économique, notamment au niveau du secteur informel et contribué à atténuer la vulnérabilité de plusieurs milliers de ménages.

En plus de la quarantaine à l'intérieur du pays, une autre mesure a fragilisé davantage les économies locales. Il s'agit de la fermeture des frontières terrestres dans l'espace CEDEAO. Cette mesure a également affecté les activités économiques et fragilisé les moyens d'existence des populations locales.

Elle a aussi et surtout affecté la pratique de la transhumance, un mode de production essentiel pour des milliers de ménages pastoraux et l'essor de l'élevage dans la bande transfrontalière. En plus des restrictions liées à la pandémie de Covid-19, il faut noter les mesures prises à l'encontre de cette pratique par certains pays de la sous-région ouest-africaine et qui a considérablement affecté les pasteurs et les agro-pasteurs.

Face à cette situation difficile et au contexte nouveau créé par la Covid-19, nous avons contribué aux actions de riposte entreprises par le Gouvernement et les autorités locales, notamment dans les régions du Centre-Nord et du Sahel. L'imprévisibilité n'ayant pas permis une planification en amont, nous avons mobilisé sur fonds propres une contribution pour appuyer les Comités Régionaux de Gestion des Épidémies (CRGE) en charge de la gestion de la crise. A2N a ainsi contribué pour près de 10 millions de FCFA, sur fonds propres, à la riposte contre la propagation de la maladie à coronavirus dans les deux régions, à travers les CRGE et l'appui au Fonds de solidarité créé par la commune de Dori.

Concernant les restrictions imposées à la pratique de la transhumance, nous avons, sous l'égide du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, conduit des actions de sensibilisation à l'endroit des

éleveurs afin de minimiser l'impact de la situation sur leur production. Nous avons conduit des actions de sensibilisation à l'endroit des grands éleveurs à travers le Projet RECOSA sur le déstockage stratégique et organisé des émissions radiophoniques de sensibilisation.

Outre les actions de sensibilisation, nous avons réalisé, avec l'appui de Lux-Dev, du Programme des Nations Unies pour le Développement, et en partenariat avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MRAH), des travaux d'aménagement dans plusieurs zones pastorales de la région du Sahel afin d'améliorer l'accès des éleveurs aux ressources pastorales et de sécuriser les espaces agricoles.

Une implosion du tissu social et économique engendrée par la persistance de la crise sécuritaire

Les populations locales ont connu quelques poches de répit au cours de l'année, comme dans le Soum où on a assisté à une amélioration de la situation pendant le deuxième semestre. Cependant, cette embellie n'a rien changé à la situation générale, notamment pour les déplacés internes. Au contraire, on en a enregistré davantage dans les régions du Centre-Nord et du Sahel.

En dépit des efforts déployés par les acteurs, notamment le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les ONG nationales et internationales, on a assisté à une détérioration de la situation socio-économique des plus vulnérables. Outre les attaques armées qui ont continué à endeuiller des familles et provoquer des déplacements de populations, les groupes armés s'accaparent leur bétail et tous biens matériels qu'ils peuvent emporter. Des actes ignobles qui contribuent à leur extrême appauvrissement.

Le déplacement massif des populations vers des zones relativement sécurisées a créé d'autres difficultés relatives à l'accès aux ressources en eau, à l'accès à la terre, à l'accès aux ressources pastorales et à l'accès aux services sociaux de base comme la santé et l'éducation.

Grâce à l'appui de nos partenaires, nous avons consacré plus de 680 000 000 de FCFA, soit près de 65% de nos investissements réels, à améliorer l'accès des populations aux ressources en eau avec (i) la réalisation de plusieurs ouvrages d'eau potable, notamment des forages et retenues d'eau artificielles ou des puits de grands diamètres, (ii) l'aménagement de plusieurs centaines de kilomètres de pistes de bétail dans les zones pastorales, (iii) la récupération de plusieurs milliers d'hectares de terres dégradées, (iv) la réhabilitation et la construction de plusieurs écoles et Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS).

Dans l'optique de minimiser l'impact de la crise sécuritaire sur le vivre-ensemble, il y avait nécessité d'engager davantage les communautés dans une voie de promotion de la cohabitation pacifique par la sécurisation foncière en milieu rural. Étant établi que la problématique liée à l'accès à la terre constitue une des sources des conflits communautaires, nous avons engagé, en collaboration avec les collectivités locales, des actions allant dans le sens de la sécurisation foncière au profit des ménages et des producteurs.

En 2020, à travers le Projet de revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Centre-Nord et du Sahel par la promotion de la cohésion sociale « Djam » et le projet de renforcement de la cohésion sociale dans la commune de Dori, nous avons accompagné plusieurs collectivités des deux régions dans le renforcement de leurs capacités pour gérer efficacement les questions foncières à travers la mise en place des

services fonciers ruraux, la mise en place et la formation des structures villageoises de gestion foncière.

Toujours dans l'optique de contribuer à réduire la précarité notamment des jeunes, nous avons également continué à investir, grâce à nos différents partenaires, dans la formation et l'insertion professionnelles des jeunes dont certains sont devenus aujourd'hui des chefs d'entreprises qui emploient à leur tour d'autres jeunes.

Pour 2021, les priorités restent les mêmes avec des défis encore plus grands et des enjeux essentiels pour la consolidation de la paix et le renforcement de la cohésion sociale afin de garantir aux populations des conditions nécessaires à la lutte pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

A2N restera engagée aux côtés des acteurs nationaux et internationaux pour continuer à lutter pour la paix, la sécurité et le droit pour tous à vivre dignement car, comme l'a dit Nelson Mandela (1918-2013), **« Aucune puissance sur cette terre ne peut détruire la soif de dignité humaine. »**

Oumarou CISSÉ



QUI SOMMES-NOUS ?

L'Association Nodde Nooto (A2N) est une ONG nationale de droit burkinabè reconnue d'utilité publique (ARUP) créée en 1996 pour se mettre à l'écoute et agir avec les communautés et les partenaires pour un développement durable du Burkina Faso.

Vision de A2N

Des populations résilientes et épanouies qui vivent en parfaite harmonie dans un environnement d'équilibre écologique, de paix et de sécurité.

Notre mission

A2N est une organisation, un vivier d'expertises pour la promotion de bonnes pratiques. Nous œuvrons au bien-être économique, social et culturel des populations du Burkina Faso.

À ce titre, A2N a pour missions :

- asseoir les bases d'un développement autogéré, durable, protecteur de l'environnement ;
- travailler à faire en sorte que les politiques publiques soient en adéquation avec les besoins/aspirations des populations ;
- promouvoir un accès équitable des communautés aux ressources naturelles ;
- renforcer l'implication citoyenne des populations à la gestion des services sociaux de base ;
- améliorer la fréquentation des populations dans les centres sociaux de base et leur implication.

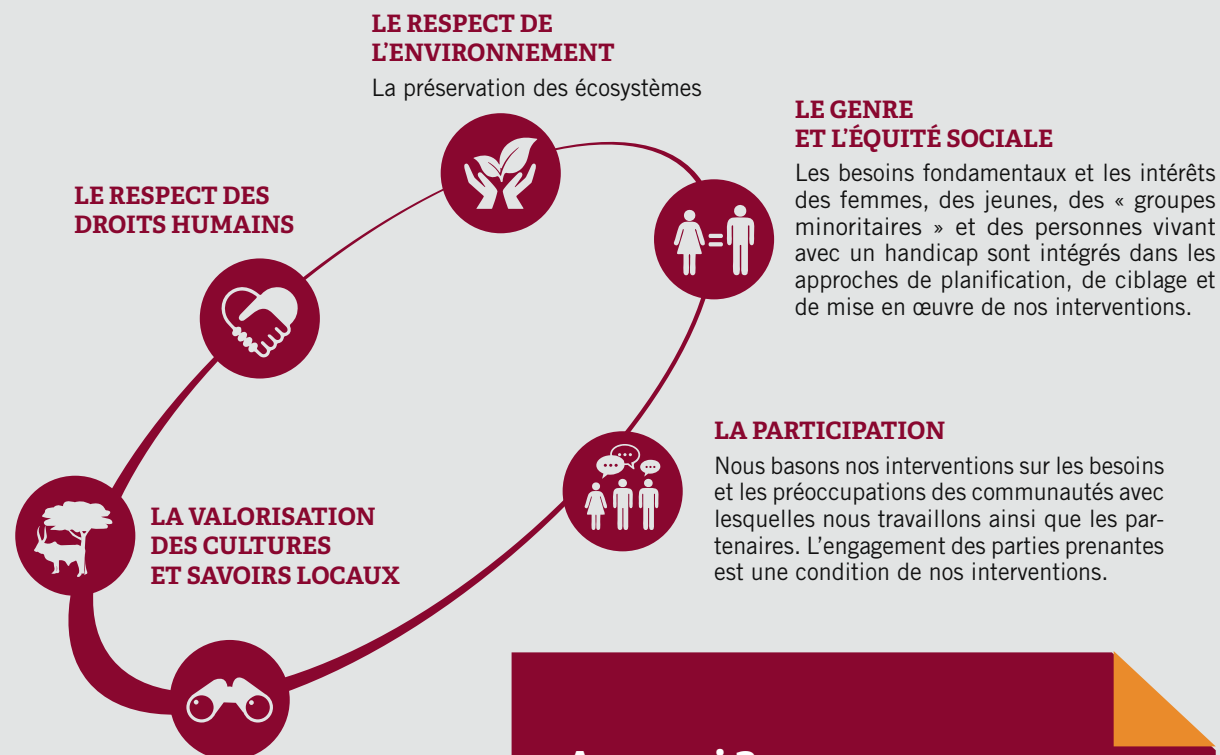
Nos objectifs

A2N a pour objectif général de « **contribuer à un meilleur équilibre du patrimoine foncier et écologique par la valorisation des initiatives communautaires.** »

De manière spécifique, il s'agira pour A2N de :

- appuyer les organisations locales pour une meilleure gestion des ressources de leur milieu ;
- accompagner les collectivités territoriales dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans de développement ;
- créer les conditions d'une plus grande résilience des communautés face aux effets néfastes des changements climatiques ;
- favoriser la prise en compte du genre dans le développement économique et social de leur zone.

Nos valeurs et principes



LA TRANSPARENCE

Nous agissons conformément à nos engagements. Nous prôtons la culture de la redevabilité, par la clarté dans l'élaboration et la mise en œuvre de nos budgets et programmes, et le partage de l'information.

Avec qui ?

A2N travaille en étroite collaboration et à tous les niveaux de la vie de ses Projets avec les collectivités territoriales, l'Administration, les services techniques déconcentrés de l'État, les ONG, les Projets et Programmes intervenant dans la région pour accompagner les communautés locales, les organisations communautaires de base (associations locales, groupements, coopératives, GIE, CVD, comités locaux...), dans une dynamique de promouvoir la pérennisation des acquis et la durabilité des Projets.

Comment ?

Notre stratégie d'intervention passe par :

L'implication et la participation des bénéficiaires

Un changement réel ne peut être obtenu autrement sans la participation des bénéficiaires. Leur implication et leur participation sont la meilleure façon de témoigner et de rassurer sur la pertinence du Projet/ Programme et sont gages de durabilité.

Une collaboration avec les autorités locales

Les autorités locales sont des acteurs incontournables car elles assurent la maîtrise d'ouvrage du développement au niveau local. Notre action consiste donc à renforcer leurs capacités afin de leur permettre d'assumer pleinement cette responsabilité.

Des partenariats avec diverses organisations

Nos projets sont pensés et mis en œuvre dans un esprit de synergie d'actions et avec le souci constant de renforcer les structures existantes et de mettre en place des dynamiques de développement pérenne.

Le travail au sein de réseaux et coalitions nationaux et internationaux

A2N combat les causes profondes de la pauvreté au moyen d'actions de renforcement du système de production, d'appui au relèvement économique, de plaidoyer et de campagnes de sensibilisation. Ce qui fait que nous sommes membres de plusieurs réseaux nationaux que sont le SPONG, le CCEB, et internationaux, notamment l'UICN et l'AIDR. A2N participe également à de nombreux consortiums avec des organisations internationales pour participer à la mise en œuvre de nombreux Projets multisectoriels.

Par quelles actions ?

L'intervention de A2N couvre quatre (04) domaines.



Gestion des Ressources Naturelles (GRN)

La variabilité et le changement climatiques influencent négativement les productions agricoles et pastorales. Cette situation ne fait qu'accentuer d'année en année la vulnérabilité des populations rurales et provoquer des conflits entre agriculteurs et éleveurs autour de l'accès et de l'utilisation des ressources naturelles. C'est pourquoi, A2N a poursuivi ses actions qui visent à améliorer et à renforcer les capacités de résilience des populations, et le droit d'accès et d'utilisation des ressources partagées dans les régions du Centre-Nord et du Sahel tout en contribuant à minimiser les conflits.



Appui au développement local

Les communautés à la base doivent être les porteurs de développement au niveau local. Cela n'est possible que si ces acteurs sont sensibilisés et formés. Consciente de cette situation, A2N œuvre pour booster la participation des populations et des collectivités territoriales dans la prise de décision au niveau local ainsi que dans la mise œuvre de Projets et Programmes de développement.



Innovations éducatives

Tout enfant a droit à une éducation. Force est de constater que nombreux sont ces enfants qui n'en bénéficient pas ou qui n'en ont pas bénéficié.

L'analphabétisme est considéré comme le principal handicap de développement et est souvent dû à certains facteurs comme la pauvreté des familles, les mariages précoces, l'éloignement des lieux d'enseignement et la pratique de l'orpaillage.

A2N qui met le développement au cœur de ses actions agit pour que certains adultes puissent bénéficier de formations adaptées à leurs besoins afin de sortir de la pauvreté et de devenir des citoyens responsables.



Formation professionnelle et entrepreneuriat des jeunes

A2N accorde une grande importance au renforcement des capacités et des compétences techniques des acteurs. De façon transversale, tous les Projets qu'elle met en œuvre mettent un accent particulier sur cet aspect. C'est le processus par lequel les populations, les organisations et les sociétés renforcent leurs capacités à faire face aux problèmes de productions agricoles, d'organisation, d'environnement et de gestion afin d'améliorer leurs conditions de vie.

GOVERNANCE DE L'ONG

Au cours de l'année 2020, le fonctionnement de l'ONG s'est déroulé conformément aux dispositions de ses textes fondamentaux. Le Conseil d'Administration a tenu ses deux sessions ordinaires à bonne date pour :

- adopter les rapports d'activités et financier de l'exercice 2019 ;
- approuver les plans de travail et budget de l'exercice 2021 ;
- adopter le manuel de procédures administratives, financières et comptables révisé ;
- adopter le calendrier statutaire 2021 avec la tenue de la X^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des membres ;
- autoriser la révision des statuts pour prendre en compte certaines préoccupations de gouvernance, notamment l'audit des comptes et le mandat des commissaires aux comptes.

Il faut noter qu'en plus de ces activités statutaires, le Président du Conseil d'Administration (PCA) a effectué plusieurs visites à la Direction Exécutive pour s'enquérir de la vie de l'ONG au-delà des comptes rendus qu'il reçoit du Directeur exécutif.

En outre, le PCA a pris part à l'Assemblée Générale du personnel organisée du samedi 06 au mardi 09 février 2021 à Loumbila.

Au niveau de la Direction Exécutive, il faut noter que sur les 12 conseils mensuels de direction, 9 ont pu se tenir et 4 rencontres trimestrielles ont été organisées. Il faut souligner que les conseils de direction se tiennent mensuellement autour du fonctionnement courant des activités et de la vie de l'ONG. Ils réunissent le personnel de la Direction Exécutive, notamment les différents chefs de service et le personnel d'appui.

Les rencontres trimestrielles, quant à elles, sont des cadres d'interaction entre les différents Projets de

l'ONG. Elles réunissent la Direction Exécutive, notamment le service des opérations, le Chargé de suivi-évaluation & capitalisation, le service administratif et des conventions, le service finance et comptabilité et les chefs de Projets. Ces rencontres sont présidées par le Directeur exécutif et sont l'occasion de faire le point sur la mise en œuvre des activités et de plancher sur la planification de chaque Projet avec comme préoccupation la synergie entre différents Projets de l'ONG.

Il faut noter qu'au cours de l'année 2020, la Direction Exécutive a conduit avec succès le processus de renouvellement de la convention avec le Gouvernement du Burkina Faso qui s'est matérialisé par la signature de l'acte de collaboration le 20 mai 2020. À l'issue de cette signature de la convention pour les 5 prochaines années, A2N s'est vu décerner son certificat d'opérationnalité par la DGCOOP pour traduire la reconnaissance du Gouvernement relative à l'engagement de l'ONG à ses côtés pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement.



Une vue des participants à l'Assemblée Générale 2020 du personnel à Loumbila



Deuxième session ordinaire 2020 du Conseil d'Administration au bureau de A2N à Ouagadougou



Première session ordinaire 2020 du Conseil d'Administration au siège social de A2N à Dori

A2N EN CHIFFRES EN 2020



NOTRE ZONE
D'INTERVENTION :

2 RÉGIONS
36 COMMUNES
523 VILLAGES

NOS ACTIONS :

13 PROJETS

1 301 205

BÉNÉFICIAIRES
INDIRECTS



108 520

BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS



4 807

MÉNAGES
VULNÉRABLES



22

Partenaires Techniques
et Financiers



61

Agents dont 26 cadres



Un budget de
1 490 153 847 FCFA



1. NOS RÉALISATIONS

01

Revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique » (Projet Djam)

Financement :
FFU/Union Européenne

Partenaire :
VSF-B, Christian Aid, OXFAM

Budget total :
100 052 468 FCFA

Durée totale :
Février 2019 - juillet 2021

Période :
Janvier 2020 - décembre 2020

Budget exercice (2020) :
46 236 054 FCFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre 2020 (12 mois)

Le consortium Djam, composé de l'Association Nodde Noto (A2N), de l'Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD), de l'Office de Développement des Églises Évangéliques (ODE), de l'Union Fraternelle des Croyants (UFC-Dori), de Christian Aid (CA), d'OXFAM et de Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B) qui assure le lead, a obtenu un financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour la mise en œuvre du projet Djam. Djam est une expression fulfulde qui signifie PAIX en langue française.

Il est mis en œuvre dans 13 communes des régions du Centre-Nord et du Sahel que sont Falagountou, Seytenga, Dori, Gorgadji, Bani, Sampelga dans la région du Sahel et Yalgo,

Tougouri, Zéguédéguin, Boulssa, Nagbingou, Bouroum, et Pensa dans la région du Centre-Nord.

Son objectif est la revalorisation de l'économie pastorale dans les régions du Sahel et du Centre-Nord par la promotion de la coexistence pacifique.

Dans ce consortium, A2N a la lourde tâche de conduire les activités du Projet dans les communes de Dori, de Seytenga et de Falagountou au Sahel, et les communes de Tougouri, de Zéguédéguin et de Boulssa au Centre-Nord. Au cours de l'année 2020, les actions de A2N ont permis d'atteindre les résultats ci-contre :



- **10 émissions radiophoniques de promotion de la gestion des ressources naturelles et de la paix** dont cinq (05) au Sahel et cinq (05) au Centre-Nord ont été réalisées. Environ 479 571 personnes dont 16 405 femmes ont été sensibilisées.



- **12 pools de jeunes et femmes ont été mis en place** dans les communes de Zéguédéguin, de Tougouri et de Boulsa pour la promotion de la paix.



- **17 structures de gestion foncière (CFV et CCFV) ont été mises en place** dans 17 villages des communes de Tougouri, de Zéguédéguin et de Boulsa.



- **2 caravanes de sensibilisation communautaire pour la paix et la cohabitation pacifique** ont été organisées dans 12 villages au Centre-Nord. Au total, 1 691 personnes dont 868 femmes ont été sensibilisées.

- **78 ménages dont 52 femmes ont été formés sur des biodigesteurs** (techniques de valorisation des déchets animaux) dans trois (03) villages (Selbo, Sambonaye et Bafélé) de la commune de Dori.



- **340 membres des 17 structures de gestion foncière (CFV et CCFV) ont été formés** sur leurs rôles et responsabilités.



Sensibilisation à la cohabitation pacifique dans le village de Boumtenga

02

Résilience & Cohésion sociale au Sahel (RECOSA)

Le Projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (dans la région du Sahel) et du Niger (dans la région de Tillabéri) « Résilience & Cohésion sociale au Sahel (RECOSA), est financé par la Délégation de l'Union Européenne et mis en œuvre par un consortium d'organisations nationales et internationales dont l'Association Nodde Nooto (A2N), la Croix-Rouge Burkina (CRB), la Croix-Rouge Espagne (CRE), KARKARA, Médecins du Monde (MDMB), Médicos Del Mundo (MDME), SongES, Vétérinaires Sans Frontières-Belgique (VSF-B) et Humanité & Inclusion (HI) qui en est le lead.

Il s'exécute dans deux (02) provinces du Burkina Faso (Séno et Yagha) et dans 9 communes dont six (06) communes de la province du Yagha (Boundoré, Mansila, Sebba, Solhan, Tankougounadié et Titabé) et trois (03) communes du Séno (Bani, Gorgadji et Sampelga).

Du côté du Niger, l'intervention concerne la région de Tillabéri et, plus précisément, les départements de Téra (commune de Diagourou), de Tillabéri (communes de

Sakoyra, de Anzourou) et de Gothèye (commune de Dargol).

Ce Projet est la suite du Projet RESA où A2N exécutait des actions liées au renforcement des capacités des communes sur les mécanismes locaux d'accès et de gestion des ressources naturelles pour le compte de VSF-B. Au RECOSA, A2N est codemandeur au même titre que les autres ONG. Durant l'année 2020, A2N a exécuté un certain nombre d'actions au profit des bénéficiaires de la zone d'intervention du Projet au Burkina Faso. Ainsi :



Le Président du TGI de Dori lors de l'émission radiophonique interactive

Financement :
Union Européenne

Partenaire :
Humanité & Inclusion (HI)

Budget total :
140 557 810 FCFA

Durée totale :
4 ans

Période :
Novembre 2019 - décembre 2023

Budget exercice (2020) :
35 656 452 FCFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre 2020 (12 mois)



- **01 émission radiophonique interactive animée** par le Président du Tribunal de Grande Instance de Dori a été réalisée au profit des communautés du Yagha. Au total, 73 500 personnes ont été touchées. Cette émission a permis aux populations d'avoir une meilleure compréhension du processus de règlement des conflits fonciers. À travers cette émission, certains protagonistes ont compris la raison pour laquelle la majeure partie des dossiers fonciers traîne au niveau du Tribunal de Grande Instance de Dori sans procès. Ce qui a aidé à dissiper la méfiance et le manque de confiance entre les populations

et les autorités judiciaires sur les questions de règlement de conflits fonciers. Ayant pris conscience du rôle que doivent jouer les acteurs au niveau local, les communautés ont demandé à A2N et à ses partenaires, en plus de multiplier ce genre d'émission, de les aider à mettre en place les structures locales de gestion foncière dans les villages. Au Président du Tribunal de Grande Instance de Dori, les populations du Yagha ont promis de passer au niveau de l'institution pour s'éclairer davantage. En fin décembre 2020, une (01) commune avait introduit son dossier au TGI de Dori pour la prestation de services de l'agent domanial.



Séance de sensibilisation des PDI de Gorgadji à Petit Paris



- **60 éleveurs modernes dont 35 au Yagha et 25 au Séno ont été formés** sur le déstockage stratégique et la conduite du troupeau.



- **02 espaces de dialogue ont été organisés.** Ces espaces ont été des cadres d'échanges entre autorités, services techniques et leaders communautaires des communes de Bani, Sampelga et Gorgadji. Cela a été l'occasion pour ces acteurs d'échanger sur la réalisation d'une infrastructure pastorale dans ces communes. A2N, au regard de son expérience et de la connaissance du milieu, doit accompagner tous les membres du consortium qui réalisent des infrastructures afin d'inclure toutes les couches sociales pour minimiser les conflits.



- **696 personnes dont 376 femmes ont été sensibilisées** dans 4 villages de la commune de Sampelga et 5 villages de la commune de Bani sur la promotion du vivre-ensemble en paix à travers les caravanes de sensibilisation pour la paix et la cohabitation pacifique qui ont été organisées. L'arrivée des PDI dans les localités vivant dans une sécurité relative engendre quelquefois des tensions avec les populations

hôtes, notamment sur l'utilisation des ressources naturelles. D'où l'importance d'intensifier les séances de sensibilisation et les cadres de dialogue pour rappeler les règles de base pour un accès apaisé aux ressources naturelles (points d'eau, pâturages, etc.). Consciente de cela, A2N a organisé les mêmes séances de sensibilisation au profit des Personnes Déplacées Internes (DPI) de Gorgadji. 620 PDI ont été sensibilisées à cet effet.

03

Renforcement de la cohésion sociale par la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires dans la commune de Dori - région du Sahel, Burkina Faso

Financement :
Agence Française
de Développement (AFD)

Partenaire :
Commune de Dori

Budget total :
524 765 600 FCFA

Durée totale :
18 mois

Période :
Novembre 2019 - mai 2021

Budget exercice (2020) :
262 382 000 FCFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre 2020 (12 mois)

Le Burkina Faso, réceptacle de la diversité et de la pluralité confessionnelle et culturelle, connaît depuis quelques années la plus grave crise sécuritaire de son histoire.

En effet, depuis 2016, le Burkina Faso fait face à une montée de violences et d'attaques de la part de groupes armés qui ont fait de nombreuses victimes civiles et militaires. On assiste à un exode massif de populations à l'intérieur du pays et à une recrudescence de conflits communautaires exacerbés par le contexte de climat social délétère.

Cette situation résulte, certes, de la conjugaison de plusieurs facteurs, mais le plus dominant de ces facteurs est celui lié au sous-développement caractérisé par le faible accès aux services sociaux de base.

C'est dans ce contexte que l'Association Nodde Nooto (A2N), en collaboration avec la commune de Dori, a initié un Projet d'urgence de renforcement de la cohésion sociale par la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires dans la commune de Dori.



Séance de sensibilisation sur la paix dans la commune de Dori



- **01 cartographie foncière de 41 villages a été réalisée** en prélude de la mise en place du service foncier rural de la commune de Dori.



- **41 caravanes de sensibilisation « caravanes de la paix »** ont été organisées dans la commune de Dori. Au total, 13 271 ont été sensibilisées dont 6 590 femmes.



- **65 cadres de dialogue entre prestataires de services de santé et des écoles et les populations** pour l'amélioration de la qualité de services ont été dynamisés.



- **17 413 personnes ont été touchées lors des campagnes de mobilisation sociale** pour l'adhésion des populations bénéficiaires à la réalisation des travaux de réhabilitation et à l'entretien des infrastructures.

- **267 élus locaux de la commune ont été formés** sur leurs rôles et responsabilités.



- **13 553 personnes ont été touchées lors des campagnes de sensibilisation** pour susciter la fréquentation des centres de santé et des écoles réhabilités.



- **14 cadres de dialogue communautaires ont été organisés** au profit des villages partageant des ressources communes (zones de pâtures, points d'eau, etc.). 974 personnes ont participé à ces cadres.

- **2 525 personnes ont été sensibilisées sur l'importance du civisme fiscal** et la participation citoyenne afin de respecter leur devoir envers la commune.



- **1 328 extraits d'acte de naissance ou jugements supplétifs ont été établis** au profit des personnes qui n'en disposaient pas.



- **11 plans d'actions communautaires d'appui au contrôle citoyen** de la qualité de services et la participation des populations dans la gestion des infrastructures de santé et des écoles ont été élaborés.

L'un des objectifs du Projet est le renforcement des capacités des élus locaux pour assurer, de façon adéquate, une bonne gestion des réalisations au niveau des villages de la commune. La cohésion sociale se voit ainsi renforcer entre utilisateur de ces infrastructures. C'est pourquoi, certaines activités du Projet les ciblent spécifiquement. Ainsi,



- **313 élus locaux de la commune de Dori ont été formés** sur leurs rôles et responsabilités.



- **4 journées d'interpellation citoyenne et de redevabilité** « Le maire rend compte de la gestion de la commune » ont été organisées afin de permettre à la population d'apprécier la gestion de la commune.



- **04 antennes directes d'interpellation citoyenne ont été organisées.** 163 auditeurs ont pu appeler pour interagir avec le maire à travers les ondes de la radio communale sur la gestion de la pandémie de Covid-19, la problématique de l'hygiène et de l'assainissement au sein de la commune et sur le civisme fiscal.

04

Appui à la gestion pacifique des conflits locaux

Financement :

Fonds des Nations Unies pour
la Consolidation de la Paix (PBF)

Partenaire :

PNUD, MATD, UNHCR

Budget total :

524 765 600 FCFA

Durée totale :

28 mois

Période :

Janvier 2019 - juillet 2021

Budget exercice (2020) :

195 072 239 FCFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre 2020 (12 mois)

L'Association Nodde Nooto (A2N) a une fois de plus poursuivi son appui en faveur des organisations d'agriculteurs, d'éleveurs, d'exploitants forestiers et miniers de onze (11) communes du Sahel : Arbinda, Djibo, Kelbo dans la province du Soum ; Déou, Gorom-Gorom et Oursi dans la province de l'Oudalan ; Dori, Gorgadji, Falagountou

dans la province du Séno ; Mansila et Sebba dans la province du Yagha dans le cadre du Projet d'appui à la Gestion Pacifique des Conflits Locaux (PGPCL) dans le Nord et le Sahel - Burkina Faso. Cela grâce à l'appui technique du PNUD et de l'UNHCR, et de l'appui financier de Peace Building Fund (PBF).



Photo de famille des participants à la formation des jeunes et des femmes sur les techniques d'alerte précoce à Dori

Entamé depuis juin 2019, A2N a conduit des activités en 2020 qui ont permis d'atteindre les résultats suivants :



- **46 jeunes et femmes ont été formés sur les techniques d'alerte précoce.** Au moins 30% de jeunes et de femmes formés se sont engagés à participer aux mécanismes d'alerte précoce.



- **15 réunions ont été organisées** entre les populations cibles du Projet et les acteurs des mécanismes de prévention et de gestion des conflits locaux en vue du renforcement de la cohésion sociale.

- **02 voyages d'étude ont été organisés** pour échanger sur les leçons apprises et les bonnes pratiques qui visent à resserrer les liens entre structures locales d'intercession et de médiation.

- **01 cadre de concertation provincial a été organisé** entre les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits et ceux des mécanismes modernes afin de renforcer la synergie entre ces mécanismes à la lumière des recommandations issues des populations et des autorités locales.



- **03 sessions de sensibilisation ont été tenues** au profit de toutes les cibles du Projet (ensemble) sur la cohésion sociale, la coexistence pacifique et l'utilisation des mécanismes d'alerte précoce rendus plus inclusifs et légitimes, comme moyen de négociation, de médiation, avant de recourir à la violence comme moyen pour résoudre ces conflits.



Photo de famille des participants à la formation des structures locales sur la gestion des conflits

05

« Jeunes et paix » : une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso

La jeunesse constitue le fer de lance et un acteur incontournable de tout développement. Son implication aussi bien dans les instances de prévention et de gestion de conflits que dans les instances de prise de décision s'avère nécessaire afin de prendre en compte les besoins dans les politiques du Gouvernement. Face à la situation sécuritaire, plusieurs organismes viennent en aide aux efforts des Gouvernements des deux pays. C'est le cas du PNUD et de l'UNFPA qui appuient les efforts des Gouvernements du Mali et du Burkina Faso dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel en faveur de la construction de la paix et de la sécurité, à travers une

gouvernance participative impliquant les jeunes en tant qu'acteurs de paix et agents de développement. En soutien aux politiques nationales en matière de citoyenneté et à la stratégie jeunesse du G5 Sahel, le PNUD et l'UNFPA ont obtenu un financement du Peace Building Fund (PBF) pour la mise en œuvre du Projet Jeunes et Paix : une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina Faso.

Dans la région du Sahel burkinabè, l'Association Nodde Nooto (A2N) assure la mise en œuvre des activités dudit Projet dans 06 communes que sont Arbinda, Djibo, Kelbo dans la province du Soum ; Déou, Gorom-Gorom et Oursi dans la province de l'Oudalan.

Financement :

Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF)

Partenaire :

PNUD, UNFPA, Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes (MJPEJ)

Montant convention :

199 845 800 F CFA

Durée de l'exercice :

Janvier 2019 - décembre 2020 (12 mois)

Période convention :

Novembre 2019 - juillet 2021

Budget exercice (2020) :

122 645 081 FCFA

Durée de l'exercice :

Janvier à décembre 2020 (12 mois)



Formation de jeunes sur le plaidoyer

Les activités menées au cours de l'année 2020 ont permis d'avoir les résultats suivants :

- **02 ateliers de plaidoyer avec les organisations traditionnelles** (chefs traditionnels et coutumiers, griots, chefs religieux) sur le rôle des jeunes dans la prévention et la gestion des conflits au Burkina et au niveau transfrontalier ont été organisés.
- **40 jeunes et femmes ont été formés sur la gestion pacifique des conflits** et sur les outils disponibles en matière de prévention pour les jeunes et les autorités locales.
- **02 outils de prévention et de gestion pacifique des conflits** ont été élaborés au profit des autorités locales et des communautés y compris les jeunes.
- **02 outils de plaidoyer et de communication sur l'intégration des jeunes** dans les mécanismes et structures étatiques et non étatiques de prévention et de gestion de conflits ont été élaborés.
- **01 forum socio-culturel pour un plaidoyer** sur les questions et les outils de promotion de la participation des jeunes et de la citoyenneté a été organisé au Sahel.



Photo de famille lors du plaidoyer des jeunes chez l'Évêque de Dori

06

Amélioration de la résilience
par le petit élevage

L'Association Nodde Nooto en partenariat avec Vétérinaires Sans Frontières-Belgique et Élevages Sans Frontières s'investissent depuis 2017 à renforcer la résilience des populations des régions du Sahel et du Centre-Nord grâce au Projet d'Amélioration de la Résilience par le Petit Élevage (PARPEL), grâce à un appui apporté à plusieurs ménages par la dotation d'un noyau de caprins et de volaille.

Cet engagement auprès des populations a permis aux communautés des communes de Kaya, de Pissila, de Tougouri, de Yalgo, de Barsalogo, de Dori et de Gorom-Gorom de faire face aux besoins alimentaires durant les périodes de soudure et aux besoins spécifiques de la famille.

Financement :
DGD (Coopération Belge)

Partenaire :
VSF-B

Budget total :
834 493 875 FCFA

Durée totale :
5 ans

Période :
Janvier 2017 - décembre 2021

Budget exercice (2020) :
165 645 204 FCFA

Durée de l'exercice :
Janvier à décembre 2020 (12 mois)



Un atelier de production de volaille locale à Koulogo



Recheptilisation des nouveaux ménages à Damesma

En 2020, A2N a une fois de plus renforcé ces actions pour consolider les acquis du Projet et renforcer la durabilité de ces acquis. Les actions menées ont permis d'engranger les résultats ci-après :



- **30 nouveaux ménages vulnérables** sur un total de 120 ont été formés sur les techniques de base de l'élevage.

- **84 aviculteurs modèles** ont été appuyés pour la construction de poulaillers à travers des subventions.



- **589 caprins** ont été récupérés et distribués à 101 nouveaux ménages vulnérables.



- **30 AE** dont 20 à Djibo et 10 à Dori ont été formés en santé animale. Les formations ont été assurées par les promoteurs de la clinique Solution Vétérinaire du Sahel (SVS) pour Djibo et par le promoteur de la clinique VETOPROX SAHEL pour Dori.



- **20 séances de vaccination** ont été organisées par les bénéficiaires. Cela a permis de toucher 113 personnes dont 35 hommes et 78 femmes et de vacciner 3 002 volailles contre la maladie de New Castle.



- **04 protocoles de collaboration avec les vétérinaires privés** ont été évalués et le bilan est satisfaisant.

- **04 nouveaux coaches** ont été recrutés au cours de ce semestre pour renforcer le dispositif.

- **02 protocoles** ont été évalués dans le cadre de l'appui aux STD du MRAH pour le contrôle régulier. Les résultats sont satisfaisants car toutes les activités prévues ont été réalisées.



- **01 émission radio interactive** sur le calendrier vaccinal et sur la promotion de la clinique privée de proximité a été réalisée par le promoteur du cabinet de soins vétérinaires « La maison de l'éleveur » à Kongoussi.



- **399 ménages vulnérables** ont vu leurs animaux traités (vaccination, déparasitage et soins curatifs).



- **147 producteurs** ont pris part à la foire régionale organisée par la CRA avec l'appui du Projet.



- **150 aviculteurs (48 hommes et 102 femmes)** bénéficiaires de kits poulaillers ont été suivis. Il s'agit notamment du respect des règles d'hygiène, de la conduite de l'élevage, du respect du calendrier vaccinal, etc.

- **01 sortie de visite des réalisations du Projet** a été faite par le Haut-Commissaire du Sanmantenga à Damesma.

- **01 visite des réalisations du Projet** a été effectuée par la mairie de Kaya et les STD (MRAH) dans les villages de Zoura et Koulgo.



- **13 coaches** ont été évalués. Les résultats sont satisfaisants. Cependant, un renforcement des capacités en techniques d'animation et d'appropriation des outils de collecte est prévu.

07

Récupération et valorisation des espaces pastoraux (ReVap BKF/024)

Le Projet « **Récupération et Valorisation des espaces pastoraux** » (ReVap) dont l'objectif global est de renforcer la contribution de l'élevage à la croissance de l'économie nationale, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à l'amélioration des conditions de vie des populations, fait de la Gestion Durable des Terres (**GDT**) et des Activités Génératrices de Revenus (AGR), son cheval de bataille pour la lutte contre la pauvreté. A2N a été retenue en tant que ONG locale expérimentée dans l'appui aux populations à la mise en œuvre des actions de gestion des ressources naturelles et des activités génératrices de revenus pour accompagner les bénéficiaires du Projet BKF/024 dans la zone pastorale de Kougari.

Financement :

Coopération Luxembourgeoise pour le Développement (Lux-Dev)

Partenaire :

ReVap BKF/024

Budget total :

81 739 458 FCFA

Durée totale :

21 mois

Période :

Octobre 2020 à mai 2022

Budget exercice (2020) :

21 637 600 FCFA

Durée de l'exercice :

Octobre à décembre 2020

- **23 sites ont été identifiés** pour le labour et l'ensemencement.



- **Conduite des activités de ciblage des bénéficiaires du Projet par la méthode HEA.**



- **Participation à une session** sur le manuel et les outils de suivi-évaluation du Projet BKF/024 et du Système d'Information Géographique (SIG) avec le logiciel QGIS et l'utilisation pratique du GPS.

- **220 bénéficiaires dont 180 femmes et 40 jeunes ont été ciblés** pour la promotion des AGR.



Séance de ciblage des bénéficiaires

08

Renforcement de la participation citoyenne par l'implication des citoyens dans la gestion des infrastructures publiques des secteurs de la santé et de l'éducation

Financement :
Banque Mondiale

Partenaire :
PGEPC (MINEFID)

Budget total :
86 511 180 F CFA

Durée totale :
30 mois

Période :
Juillet 2018 - décembre 2020

Budget exercice (2020) :
35 566 800 F CFA

Durée de l'exercice :
Janvier à juin 2020 (6 mois)

Le Burkina Faso s'est résolument engagé depuis l'adoption de sa Constitution en juin 1991 sur la voie de la décentralisation qui place les populations au cœur de la gouvernance économique et sociale.

L'effectivité de la décentralisation et son enracinement durable reposent sur la participation citoyenne et une réelle redevabilité des autorités en charge de la mise en œuvre des politiques publiques locales.

Les secteurs de la santé et de l'éducation sont les deux secteurs où la participation citoyenne et la redevabilité constituent les conditions sine qua non de l'atteinte des objectifs de la décentralisation, à savoir la promotion du développement à la base et le renforcement de la gouvernance locale.

Depuis plusieurs années, bien que timide-ment, les transferts des compétences et des

ressources dans ces deux secteurs sont effectifs au profit des collectivités territoriales.

L'analyse de la situation sur le terrain démontre cependant que ces transferts n'ont pas donné lieu à une réelle amélioration de la qualité des services aussi bien dans le domaine de l'éducation que dans celui de la santé. Les communautés n'ont toujours pas une influence sur le processus de prise de décision concernant ces deux secteurs ; ce qui entraîne une faible fréquentation des services de santé et un taux de scolarisation et de déperdition scolaire le plus bas au Burkina Faso. Or, le bon fonctionnement du système éducatif et de santé passe par leur implication consciente et active, aucun changement important ne sera enregistré en matière de qualité de prestation des services de santé et d'éducation.

Il apparaît nécessaire de mettre en place un mécanisme approprié de mobilisation communautaire afin de booster la qualité des services de santé et d'éducation à travers une réelle participation des populations et une véritable redevabilité permanente des responsables de la chaîne de prestation des services de santé et d'éducation. D'où le Projet d'Appui au Contrôle Citoyen de la qualité des services dans les domaines de la Santé et de l'Éducation (PACCSED) qui vise à renforcer durablement la contribution communautaire pour une meilleure offre de services dans les formations sanitaires et les écoles.

En 2020, les principaux résultats sont les suivants :



- **05 séances de sensibilisation sur la nature et la tarification des prestations de services** dans les formations sanitaires et les écoles, et sur les droits et les devoirs des citoyens ont été organisées.

- **2 500 personnes ont été sensibilisées sur la nature et la tarification des prestations de services** dans les formations sanitaires et les écoles, et sur les droits et les devoirs des citoyens.



- **16 foires de redevabilité ont été organisées** mettant face à face les responsables des services de santé, des écoles et les communautés pour un débat franc.



- **06 émissions radiophoniques sur la collecte de données** pour le suivi des performances dans les centres de santé et les écoles ont été réalisées.

- **10 campagnes de mobilisation de fonds ont été organisées** afin de résoudre les problèmes communautaires au niveau des écoles et des centres de santé.



- **1 200 livrets ont été produits et distribués** au niveau des villages.



Sensibilisation sur la nature et la tarification des prestations de services

09

Appui-conseil et intermédiation sociale au Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole (ACIS au PCESA) dans la région du Sahel

Financement :
DANIDA

Partenaire :
PCESA (MAAH)

Budget total :
171 570 761 F CFA

Durée totale :
30 mois

Période :
Août 2018 - novembre 2020

Budget exercice (2020) :
76 675 302 F CFA

Durée de l'exercice :
Janvier à novembre 2020 (11 mois)

L'Association Nodde Nooto (A2N) en tant que vivier d'expertises en matière de développement a été mandatée par le Programme de Croissance Économique dans le Secteur Agricole (PCESA) comme opérateur d'appui-conseil de la région du Sahel pour la mise en œuvre des activités de la sous-composante B.2 « Appui-conseil et intermédiation sociale dans la gestion des infrastructures publiques. »

Il s'agit pour A2N de coacher les bénéficiaires des filières et chaînes de valeur de la gomme arabique, du karité, du niébé, du maïs et du bétail-viande afin de « contribuer à une augmentation de la productivité, des valeurs ajoutées et des revenus agricoles pour une croissance économique nationale et une réduction de la pauvreté » dans la région du Sahel.



Marché à bétail de Fada N'Gourma lors du voyage d'échange

En 2020, les actions conduites par A2N ont permis d'atteindre les résultats ci-après :



- **31 COGES des infrastructures** ont été mis en place.



- **02 COGES (12 participants dont 02 femmes)** ont été formés sur les rôles et responsabilités des acteurs.



- **04 contrats des ISS du CAP4 ont été signés** (Pobé Mengao, Gorom-Gorom, Gorgadji et Falagountou).



- **38 personnes dont 01 femme ont participé à l'atelier régional** d'information et de sensibilisation sur le processus de recrutement des gestionnaires des ISS et la vision du PCESA.



- **03 COGES (13 participants dont 02 femmes)** ont été formés sur la tenue des outils simplifiés de gestion.



- **03 grands acheteurs ont été identifiés** et mis en relation avec les COGES.



- **08 entretiens tenus avec le maire de Bani** pour l'obtention de l'accord de gestion du magasin de niébé.

- **11 COGES (43 participants dont 38 hommes et 05 femmes)** ont été formés sur les techniques de warrantage.

- **03 COGES (09 participants dont 01 femme)** ont été formés sur l'hygiène et l'assainissement.



- **09 COGES magasins stockage (22 participants dont 19 hommes et 03 femmes)** ont participé au voyage d'échanges et de partage d'expériences à Zabré et Fada n'Gourma.



Voyage d'échange du marché à bétail de Fada N'Gourma

Ces résultats contribueront sans doute au renforcement des capacités des collectivités à disposer d'infrastructures pour mobiliser des ressources propres. Ce qui sous-entend le renforcement des capacités des élus locaux pour la gestion efficace des infrastructures publiques à potentialités économiques. Tout cela contribue au renforcement des capacités des acteurs du secteur privé dans les communes à travers la mise à disposition d'infrastructures pour booster leurs activités.

10

Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel (F12 Sahel)

Financement :
Expertise France / Union Européenne

Budget total :
120 156 569 F CFA

Durée totale :
20 mois

Période :
Octobre 2018 - mai 2020

Budget exercice (2020) :
35 324 740 F CFA

Durée de l'exercice :
Janvier à mai 2020 (05 mois)

L'Association Nodde Nooto a fait de la formation professionnelle et de l'entrepreneuriat des jeunes son credo. En effet, depuis 2018, A2N contribue à accroître l'employabilité et l'autonomisation des jeunes et des femmes dans la région du Sahel par la création de micro-entreprises de production et de valorisation d'énergie solaire grâce à la mise en œuvre du Projet d'amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel financé par l'Union Européenne/Expertise France.

Cette année a été consacrée à la certification et à l'appui accompagnement à l'installation des futurs entrepreneurs.



KEINI Daouda, bénéficiaire du Projet F12 Sahel



- 01 session ordinaire du comité de suivi technique tenue le 19 février 2020.



- 37 apprenants ont été présents à l'examen de certification ; le taux de réussite à l'examen de certification est de 94,50%.



- 37 apprenants dont dix (10) femmes ont participé au recyclage pour leur certification.

- 01 rencontre de mise en relation des bénéficiaires et des IMF a été organisée.



- 37 plans d'affaires ont été montés dans le cadre du concours entreprendre en région.
- 18 bénéficiaires dont 03 femmes installées ont été suivis.



- 06 bénéficiaires ont été placés en stage de pré-emploi.



- 03 apprenants ont trouvé de l'emploi avec les maîtres artisans.



- 15 apprenants ont ouvert leur propre atelier.



DIABATÉ Aïcha, bénéficiaire du Projet F12 Sahel

11

Appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des microentreprises dans la région du Sahel, Burkina Faso

Financement :

CDCS France

Partenaire :

Expertise France

Budget total :

101 000 000 FCFA

Durée totale :

14 mois

Période :

Juillet 2019 - septembre 2020

Budget exercice (2020) :

71 670 255 FCFA

Durée de l'exercice :

Janvier à septembre 2020 (09 mois)

De janvier à juillet 2020, A2N a poursuivi son appui accompagnement aux jeunes et aux femmes de la région du Sahel à travers le Projet d'Appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des micro-entreprises. Cette activité organisée grâce à l'appui financier du Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France a concerné trois (03) métiers, à savoir la production d'aliments pour bétail,

l'électricité bâtiment et la mécanique auto. Il s'est agi, pour A2N, au cours de cette année 2020, de renforcer l'esprit d'entrepreneuriat et l'accompagnement de ces jeunes dans la création de leur propre entreprise.



Séance de démonstration de la fabrication d'aliment pour bétail

Les activités réalisées ont permis d'avoir les résultats suivants :



- **01 session ordinaire du comité technique de suivi du Projet** a été tenue.



- **70 jeunes ont été formés et qualifiés** en métier dont 25 en transformation d'aliments pour bétail, 25 en électricité bâtiment et 20 en mécanique auto.

- **20 jeunes ont été placés en stage de perfectionnement** à la pépinière de Conseil Régional du Sahel.



- **09 bénéficiaires ont été lauréats au concours entreprendre en région** organisé par Expertise France.



- **03 apprenants ont été certifiés en CQP** mécanique auto.
- **04 apprenants sont en stage** dont 03 dans un garage auto et 01 dans un garage moto.
- **01 apprenant a ouvert son garage auto.**



- **04 apprenants ont trouvé un emploi** dont 02 sont chauffeurs dans des ONG, 01 est chauffeur dans une entreprise de BTP et 01 comme chauffeur de transport de marchandises.

- **01 bénéficiaire a obtenu du PAE/JF** un financement d'un montant de 1 500 000 FCFA.



- **02 apprenants en transformation d'aliments pour bétail** travaillent à leur propre compte.



- **03 apprenants sont en stage de perfectionnement** dans des ateliers d'électricité.
- **01 apprenant a été embauché dans une société de gardiennage** à Dori comme électricien.
- **03 apprenants sont installés à leur propre compte** et font des prestations en électricité.



Formation à la fabrication d'aliment pour bétail



2. SUCCESS STORIES 2020

1. Les jeunes entrepreneurs de F12 ou de CDCS

Je me nomme DIABATÉ Aïcha, j'ai 22 ans. Je suis originaire de Sebba, province du Yagha dans la région du Sahel burkinabè.

En 2019, j'ai été informée par mon oncle puis à travers les ondes de la radio Daandè Yaali de Sebba que l'Association Nodde Nooto (A2N), dans le cadre du Projet « Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel (F12 Sahel) » financé par Expertise France/Union Européenne, recrute des jeunes et des femmes de la région du Sahel pour leur faire bénéficier d'une formation professionnelle en maintenance de premier niveau en énergie solaire. J'ai vu cela comme une opportunité qui peut me permettre d'atteindre mon rêve qui est d'entreprendre, après avoir abandonné les études il y a une dizaine d'années.

Avec l'aide de mes parents, j'ai pu postuler et mon dossier a été retenu. Nous étions 50 apprenants : 13 filles et 37 garçons. Avec le pécule de 30 000 FCFA que je recevais du Projet chaque mois et l'accompagnement des parents, j'ai pu garder le cap sur mes objectifs. Durant six (06) mois, j'ai suivi des cours théo-

riques et pratiques au Lycée Professionnel Régional Idrissa Yaya de Dori avec beaucoup d'intérêts. Après la formation professionnelle, j'ai trouvé un stage de perfectionnement dans l'entreprise COGEA à Ouagadougou en attendant d'avoir un financement pour m'installer à mon propre compte. J'ai été lauréate du concours « entreprendre en région » lancé par Expertise France. J'ai ainsi obtenu un financement à hauteur d'un million de FCFA. Toujours en quête de complément de financement pour accomplir mon rêve, j'ai soumis mon plan d'affaires au guichet régional FAIJ/ Sahel en fin 2019 et suite à un entretien, j'ai obtenu un crédit de 1 300 000 FCFA pour compléter mon financement. Avec ces fonds, je suis aujourd'hui promotrice d'une microentreprise formalisée du nom de Sahel Service Énergie (2SE) dont le siège est basé au secteur 2 de Dori. Mon souhait est de pouvoir embaucher d'autres jeunes et femmes de la région, afin de les aider à s'insérer dans la vie professionnelle.

Fofo à A2N, à Expertise France et à l'Union Européenne de m'avoir permis de réaliser mon rêve.



Je me nomme KEINI Daouda, célibataire âgé de 27 ans, né d'une famille polygame de 10 enfants dont 04 filles.

Je suis originaire de la commune de Koutougou, mais les membres de ma famille sont actuellement des PDI à Arbinda à cause de l'insécurité au Sahel. J'ai abandonné mes études depuis 2013 en classe de 3^{ème} suite au décès de mon papa. Après le décès de mon papa, j'étais obligé de soutenir ma maman dans les travaux champêtres pour nourrir mes frères et sœurs car je suis l'aîné de la famille. J'avais donc perdu espoir pour tout emploi salarié et mon désir était d'apprendre un métier pour être autonome financièrement.

Un jour au village, j'ai appris, de bouche à oreille, le recrutement de cinquante (50) jeunes pour une formation professionnelle en énergie solaire. Et je me suis renseigné auprès de notre mairie à Koutougou d'où on m'a précisé qu'il s'agissait de A2N en collaboration avec Expertise France dans le cadre du Projet « **Amélioration à l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire.** »

Après avoir pris connaissance des critères de sélection et des conditions de la formation, j'étais parmi les derniers à déposer ma candidature. Suite à un entretien avec un jury, j'ai été retenu avec quarante-neuf (49) autres jeunes de la région pour une formation

professionnelle de six (06) mois au Lycée Professionnel Régional Idrissa Yaya de Dori. Au cours de ces six (06) mois, nous avons appris à faire le dimensionnement, la maintenance des systèmes photovoltaïques, l'appareillage et des installations électriques. Aussi, vivant dans une zone périphérique de la ville Dori, mon dévouement pour ce métier m'amenait à prendre souvent de petits marchés d'installation avec mon voisinage et je me faisais aider par mon formateur au Lycée quand il s'agissait des installations. Enfin, après un stage de perfectionnement fait auprès de lui à la fin de la formation professionnelle, j'ai pu créer aujourd'hui ma propre microentreprise. Je travaille en toute autonomie en attendant la formalisation de mon entreprise.

Grâce à ce métier que j'aime tant, j'arrive maintenant à avoir un revenu permanent d'au moins quarante mille (40 000) FCFA/mois pour satisfaire mes besoins et soutenir mes parents (contribution à l'achat de céréales, frais de scolarité, les petits soins...) qui sont aujourd'hui des déplacés internes à Arbinda à cause de la situation sécuritaire.

Je remercie A2N et son partenaire Expertise France/l'Union Européenne pour cette initiative qui m'a permis de réaliser mon rêve.



Je m'appelle TAMBOURA Issa. Je fais partie des 70 apprenants qui ont eu une seconde chance pour bénéficier d'une formation professionnelle. J'avais postulé pour le recrutement de 50 jeunes et femmes pour la formation en maintenance de premier degré en énergie solaire du Projet d'Amélioration de l'employabilité des jeunes par la promotion et l'amélioration de l'accès à l'énergie solaire dans la région du Sahel financé par l'Union Européenne/Expertise France. Je n'ai pas été retenu parce qu'il y avait peu de places pour un nombre élevé de candidats.

Quelques mois plus tard, j'ai été appelé par A2N qui avait eu un autre financement du Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères de la France pour donner une seconde chance aux jeunes et aux femmes non retenus. La formation professionnelle a été assurée par le Projet d'appui à la stabilité socio-économique des jeunes par la formation professionnelle et la promotion des microentreprises dans la région du

Sahel au Burkina Faso et a concerné la production d'aliments pour bétail, l'électricité bâtiment et la mécanique auto.

J'ai donc choisi le métier de la mécanique auto. J'ai suivi mes cours à l'ANEP. Après 06 mois de cours théoriques et pratiques, j'ai enfin eu un boulot. Je suis chauffeur dans un service qui ravitaille les Personnes Déplacées Internes en vivres à Déou, en collaboration avec les ONG nationales et internationales.

Nous avons créé un groupe WhatsApp qui nous permet de rester en contact et de se donner les nouvelles. Nous n'avons pas de mots pour dire Grand merci à A2N et à ses partenaires qui nous ont permis de sortir du groupe des chômeurs. Plusieurs d'entre nous ont ouvert des entreprises, d'autres sont en pré-emploi dans des ateliers à Dori, à Sebba, à Gorom-Gorom, à Djibo et à Ouagadougou. Certains ont eu du travail comme moi. J'en connais au moins cinq (05) qui sont dans cette situation.

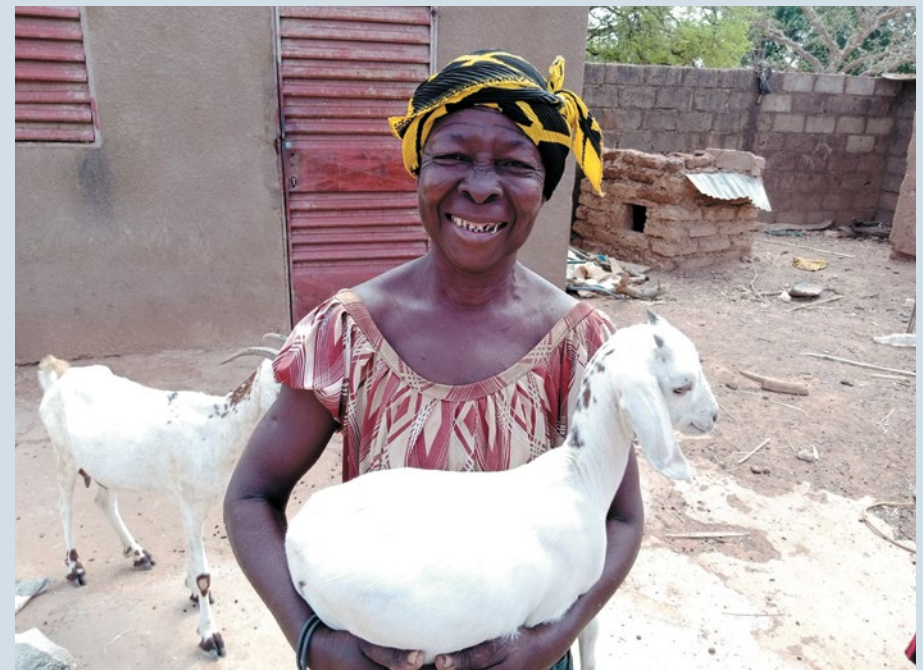
2. Mme MINATA SAWADOGO :

« Grâce aux caprins octroyés par le Projet, j'ai retrouvé ma dignité »

SAWADOGO Minata est âgée de 57 ans, veuve et mère de 3 enfants, originaire de Zoura dans la commune de Kaya. Elle a bénéficié de l'appui du PAR-PEL à travers la dotation d'un noyau reproducteur de caprins composé de 6 têtes (un bouc et 5 chèvres) suivant

un système rotatif (remboursement de 3 caprins descendants après 18 mois d'élevage), de 3 sacs d'aliments pour bétail (SPAI). Madame SAWADOGO a également bénéficié d'un suivi sanitaire des animaux de 12 mois.

Avant l'intervention du Projet, elle ne possédait que 05 moutons et dépendait du petit frère de son défunt mari résidant à Bobo.



Modèle de relèvement économique



En 2018, elle a bénéficié d'un appui du PARPEL qui lui a également permis de renforcer ses capacités à travers des formations sur différents thèmes tels que la construction des habitats des petits ruminants, la collecte et le stockage des aliments, le rationnement des animaux, la conduite de l'alimentation et l'hygiène du matériel d'élevage, la prévention et le traitement des maladies, la gestion de la reproduction et de l'exploitation, le marketing et la gestion du crédit.

Deux ans plus tard, madame SAWADOGO a pu rembourser les 3 animaux sans difficulté. Présentement, elle dispose d'un effectif de 21 têtes composées de 7 mâles et de 14 femelles dont deux

gestantes. Il faut noter que madame SAWADOGO n'a enregistré aucune mortalité depuis la réception du noyau reproducteur, seul un cas d'avortement a été noté. Selon elle, ce succès est dû essentiellement à la mise en pratique des formations reçues.

Depuis la réception du noyau reproducteur, elle n'a vendu que 4 têtes pour un montant total de 127 500 FCFA. Cette somme lui a permis d'améliorer les conditions de vie de sa famille et de participer à certains événements sociaux. Ce changement positif se traduit par la diversification du menu qu'elle prépare pour sa famille : têt, riz, poisson, viande, etc. Elle a organisé le mariage de sa belle-fille et de son neveu, a payé les frais de scolarité de son petit-fils et a contribué aux soins de santé des membres de sa famille. Pour augmenter ses rendements agricoles, elle n'hésite pas à acheter de l'engrais pour engraisser ses champs.

En plus du noyau de caprins, madame SAWADOGO a bénéficié d'un appui en fonds de roulement d'un montant de 30 000 FCFA auprès du Projet qu'elle utilise pour vendre du savon acheté à Kaya. Les revenus tirés de cette AGR lui permettent de subvenir à ses petits



besoins tels qu'acheter les condiments, assurer l'équipement du berger, etc.

Madame SAWADOGO se réjouit du soutien reçu du PARPEL. Selon elle, elle a acquis une autonomisation financière qui lui permet de gérer sa petite famille. Elle n'est plus obligée de vendre ses récoltes ou de s'endetter pour faire face aux besoins de sa famille (soins, événements sociaux, etc.).

« Je suis contente et fière lorsque les gens parlent de ma réussite (nombre important des animaux), et remercie le Projet car, grâce à lui, je mène diverses activités qui profitent à ma famille. J'espère que d'autres femmes auront les mêmes chances que moi pour pouvoir offrir de meilleures conditions de vie aux membres de leur foyer. »

3. FAITS MARQUANTS EN 2020

- A2N a appuyé le fonds de solidarité de la commune de Dori dans la lutte contre la pandémie de Covid-19 pour un montant de 1 million de FCFA ;
- A2N participe aux efforts du gouvernement du Burkina Faso en remettant du matériel et des équipements de plus de 8 millions de FCFA aux Comités Régionaux de Gestion des Épidémies (CRGE) du Sahel et du Centre-Nord, les 05 et 06 mai 2020, pour lutter contre la propagation de la Covid-19 ;
- La campagne de sensibilisation des communautés des communes de *Gorom-Gorom*, de *Falagountou*, de *Seytenga* et de *Sampelga* sur le coronavirus dans la région à travers des initiatives locales, notamment les Clubs Champions de Changements initiés par A2N dans le cadre du projet PACCSSED ;



La signature de la convention 2020-2024 avec le Gouvernement du Burkina Faso en mai 2020

- Après l'exécution de la première convention 2015-2019, A2N et le Gouvernement du Burkina Faso ont procédé à la signature d'une deuxième convention quinquennale sur la période 2020-2024. Cette convention matérialise l'engagement de A2N aux côtés du Gouvernement pour la promotion du développement socio-économique du pays pour un montant total de plus de 4 milliards de FCFA.



La première session ordinaire 2020 du Conseil d'Administration à Ouagadougou



La remise de matériels et d'équipements de lutte contre la Covid-19 aux Gouverneurs des régions du Centre-Nord (gauche) et du Sahel (droite), Présidents des Comités Régionaux de Gestion des Épidémies (CRGE) du Centre-Nord et du Sahel les 6 et 7 mai 2020 à Kaya et à Dori



L'Assemblée Générale annuelle 2020 du personnel tenue les 6, 7 et 8 février 2021 à Loumbila Beach

4. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET MESURES D'ATTÉNUATION

Les difficultés surviennent au quotidien mais varient d'une année à l'autre. Certaines difficultés de 2019 ont été observées au cours de l'année 2020. De nouvelles difficultés ont été rencontrées en 2020, mais l'adaptation et la résilience des équipes ont permis de minimiser l'impact de ces difficultés.

En sus, on peut donc relever entre autres :

- **la persistance, voire l'aggravation de la situation sécuritaire** dans les régions du Centre-Nord et du Sahel, qui nous a poussés à modifier fondamentalement les stratégies de mise en œuvre de nos actions sur le terrain. Les attaques armées et les violences communautaires ont entraîné le déplacement des populations et l'accès difficile à certaines de nos zones d'intervention ;
- la pandémie de la Covid-19 qui a bouleversé l'ordre socio-économique. A2N n'est pas restée indifférente à cette situation. On note, entre autres, son appui au fonds de solidarité de la commune de Dori, la remise de matériels et d'équipements sanitaires aux Comités Régionaux de Gestion des Épidémies (CRGE) du Sahel et du Centre-Nord les 05 et 07 mai 2020. En plus de cela, A2N a initié une série d'activités au niveau communautaire pour sensibiliser les populations à travers des initiatives locales, notamment dans les communes de Gorom-Gorom, de Falagountou, de Seytenga et de Sampelga ;
- l'indisponibilité des responsables de certains services des écoles et de santé à cause des mouvements d'humeur des agents de la santé. Durant cette période, seules les activités n'impliquant pas ces agents ont été planifiées pour faire face à la situation ;
- le retard dans la certification des apprenants du projet F12 Sahel et 03 CDCS. C'est ainsi qu'après la reprogrammation des sessions de certification, il a été nécessaire d'organiser des séances de mise à niveau au profit des apprenants ;
- les meetings lors des campagnes de la présidentielle et des législatives qui n'ont pas facilité la mobilisation communautaire au niveau village. La stratégie de porte-à-porte a été d'une grande importance pour toucher les communautés ;
- le retard dans le virement des fonds de part de certains financeurs bailleurs qui occasionne toujours des retards dans la mise en œuvre des plans de travail. Afin de maintenir les acquis de ses actions, A2N a recours à des préfinancements pour certaines activités.



Accès difficile aux zones d'intervention



Gestion des activités malgré la pandémie de Covid-19



5. PERSPECTIVES 2021

2021 est une année qui annonce de grands défis pour l'Association Nodde Noto. En effet, au regard des nouveaux défis qui se présentent aux acteurs du développement, dans un contexte marqué par la montée de l'extrémisme violent et la pandémie du coronavirus qui vient imposer un nouvel ordre de comportement dans la mise en œuvre de nos actions. Il est donc nécessaire qu'une réadaptation des priorités et une réorientation des interventions soient faites.

L'an 2021 coïncide avec la mise en œuvre du Document d'Orientation Stratégique (DOS) 2021- 2025 de A2N. Cette boussole qui guidera les actions de l'Association durant les cinq (05) prochaines années s'adosse/ s'inspire des politiques nationales et sectorielles. Ce référentiel a subi un processus participatif pour qu'il soit maîtrisé des membres et du personnel de A2N, d'une part. D'autre part, il s'agit de le vulgariser auprès des partenaires techniques et financiers qui accompagnent A2N au quotidien pour le bien-être des communautés du Burkina Faso.

Pour une meilleure opérationnalisation du Document d'Orientation Stratégique (DOS), A2N a jugé utile d'élaborer des Plans de Travail et de Budget Annuel (PTBA). Ce document qui détaille la mise en œuvre des activités s'articule autour des composantes suivantes : **(i) Composante 1 : Recherche et Mobilisation de Financement & Gestion des Partenariats (RMFGP).** Il s'agit, pour la Direction Exécutive, de mobiliser les ressources internes (au sein de A2N). La mobilisation des ressources internes est un acte qui contribue à la gouvernance de l'Association d'autant plus qu'il s'agit d'un indicateur de l'intérêt accordé par les adhérents à la vie de l'Association. Le second niveau de cette composante consiste en la recherche de financements aux niveaux national et international pour la mise en place d'initiatives nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'Association. **(ii) Composante 2 : Gouvernance & Renforcement institutionnel et organisationnel.** Cette

composante vise à assurer l'orientation, la coordination et le contrôle des performances des activités de A2N dont la mise en œuvre du DOS en constituera le guide.

(iii) Composante 3 : Pilotage des Projets. Les actions sont axées sur le suivi-évaluation et la capitalisation des savoir-faire de A2N. **(iv) Composante 4 : Appui aux initiatives locales et aux activités de l'État.** A2N, au cours de cette année 2021, compte une fois de plus apporter son appui en réponse aux différentes sollicitudes.

Cette année marque également la fin du deuxième mandat des membres du Conseil d'Administration de A2N élus en octobre 2017. Reconduit en octobre 2019 pour un second mandat de 2 ans, les membres du Conseil d'Administration n'ont pas manqué, lors de leur dernière session de l'année 2020, d'entamer des réflexions pour la tenue de la prochaine Assemblée Générale en bonne date et le passage du flambeau à

une nouvelle équipe qui poursuivra les chantiers tracés par les prédécesseurs.

La durabilité des acquis des Projets de A2N tire essence de cet état d'esprit du système de gouvernance bâti autour de trois (03) instances que sont :

- l'Assemblée Générale des membres : elle est l'organe suprême de l'Association et se réunit une fois (01) tous les deux (02) ans ;
- le Conseil d'Administration : il est l'organe qui définit les grandes orientations ainsi que la stratégie de l'ONG. Il se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire ;
- la Direction Exécutive : elle est l'organe opérationnel de l'Association. Elle fonctionne indépendamment des Projets/Programmes et a pour mission d'assurer l'instruction, la mise en œuvre, le suivi-évaluation des Projets/Programmes.



Session ordinaire de l'année 2019 du Conseil d'Administration



6. PARTENARIAT

Depuis sa création, A2N a noué des relations de confiance avec plusieurs partenaires techniques et financiers. Depuis plus de deux décennies, nos principes de collaboration ont beaucoup évolué mais restent fortement enracinés dans des relations du donner et du recevoir.

En cela, nous avons eu la chance et l'opportunité de collaborer avec des acteurs divers et variés qui ont accepté d'accompagner notre vision du développement. Nos efforts pour accompagner les dynamiques locales des zones où nous intervenons ont été encouragés et salués par le Gouvernement du Burkina Faso qui nous a renouvelé sa confiance à travers la reconduction, pour cinq (05) nouvelles années, de la convention qui nous lie pour accompagner ses efforts dans la mise en œuvre des politiques publiques de développement. C'est ainsi que la signature d'une nouvelle convention de collaboration a eu lieu, le 20 mai 2020, entre le Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID) pour une durée de cinq (05) ans (2021-2025) avec un programme d'investissement de 4,8 milliards de FCFA dans plusieurs secteurs comme le développement du secteur de l'élevage, la promotion des chaînes de valeur des filières agro-sylvo-pastorales, le renforcement de la paix et de la cohésion sociale, et l'appui au développement local.

Soucieux de respecter notre engagement envers nos bénéficiaires et de contribuer aux efforts des pouvoirs publics dans l'amélioration des conditions de vie des populations du Burkina Faso, nous avons entrepris de renforcer nos partenariats avec des services de coopération bilatérales comme la Coopération Belge,

Vétérinaires Sans Frontières-Belgique totalisant 15 ans de collaboration et la Direction Générale de la Coopération Belge au Développement (DGD). Avec la DGD, le programme 2017-2021 a connu un essor prodigieux en 2020 pour le bonheur des populations des régions du Centre-Nord et du Sahel.

Depuis 2015, le Burkina Faso vit une crise sécuritaire majeure avec un pic d'insécurité jamais atteint dans le pays. On assiste quotidiennement à des attaques armées avec des pertes en vies humaines dans toute la région. Ce qui a exacerbé les tensions entre les communautés et fragilisé la paix sociale. Une situation qui a causé des mouvements massifs de populations dont plus d'un million ont fui les violences armées. Or, il n'y a point de développement sans paix et c'est consciente de cette situation que A2N a engagé un vaste chantier de reconstruction et de co-construction du tissu social fragilisé à travers des actions concrètes grâce à des partenariats stratégiques avec des organisations internationales comme Humanité & Inclusion (HI), VSF-Belgique, Christian AID, le Système des Nations Unies avec notamment le PNUD, l'UNFPA et la collectivité de Dori, et à l'appui financier de l'Union Européenne et de l'Agence Française de Développement (AFD) qui sont des partenaires essentiels pour la paix.

Nous avons également accentué nos actions pour la lutte contre la précarité des jeunes à travers plusieurs projets de formation professionnelle et de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes grâce au renouvellement de la confiance entre A2N et Expertise France, et à l'appui financier de la France et de l'Union Européenne.

ILS NOUS ONT FAIT ENCORE CONFIANCE EN 2020





7. SITUATION FINANCIÈRE

CHIFFRES CLÉS 2020

BUDGET ANNUEL 2020 1490 153 847 FCFA	RÉALISATION 1 051 232 948 FCFA	TAUX DE RÉALISATION 61%	INVESTISSEMENTS 825 848 604 FCFA	FONCTIONNEMENT 225 334 344 FCFA
--	--	-----------------------------------	--	---

1. Situation d'exécution financière par Projet au 31/12/2020

1.1. Budget 2020 par Projet

PROJETS	FINANCEURS	PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	DÉBUT DE L'ACTIVITÉ	BUDGET DE LA CONVENTION	BUDGET 2020
Projet F12 Sahel	<i>Union Européenne</i>	<i>Expertise France</i>	<i>oct-18</i>	<i>120 156 569</i>	<i>35 324 740</i>
CDCS 03	<i>Union Européenne</i>		<i>juin-19</i>	<i>101 844 399</i>	<i>71 670 255</i>
Projet Djam	<i>Union Européenne</i>	<i>Vétérinaires Sans Frontières-Belgique</i>	<i>oct-18</i>	<i>102 730 593</i>	<i>46 236 054</i>
RECOSA		<i>Humanité & Inclusion (HI)</i>	<i>déc-19</i>	<i>140 557 810</i>	<i>35 656 452</i>
PARPEL	<i>DGD (Coopération Belge)</i>	<i>Vétérinaires Sans Frontières-Belgique</i>	<i>déc-17</i>	<i>707 121 646</i>	<i>165 645 204</i>
PACCSED	<i>Banque Mondiale</i>	<i>Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID)</i>	<i>oct-18</i>	<i>90 067 600</i>	<i>35 566 800</i>
PCESA	<i>DANIDA</i>	<i>Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation</i>	<i>mai-19</i>	<i>170 978 763</i>	<i>76 675 302</i>
Yidgiri	<i>USAID</i>	<i>CNFA</i>	<i>juin-20</i>	<i>629 003 194</i>	<i>235 238 355</i>
PRCSC	<i>AFD</i>	<i>AFD</i>	<i>nov-19</i>	<i>524 765 600</i>	<i>262 382 000</i>
Jeunes et Paix	<i>UN Peace Building Fund</i>	<i>PNUD et UNFPA</i>	<i>nov-19</i>	<i>199 845 800</i>	<i>122 645 081</i>
PGPCL		<i>PNUD</i>	<i>juin-19</i>	<i>315 363 597</i>	<i>195 072 239</i>
BKF-024	<i>LUX-Développement</i>	<i>LUX-Développement</i>	<i>oct-20</i>	<i>81 739 359</i>	<i>21 637 601</i>
TOTAL GÉNÉRAL				3 184 174 930	1 303 750 083

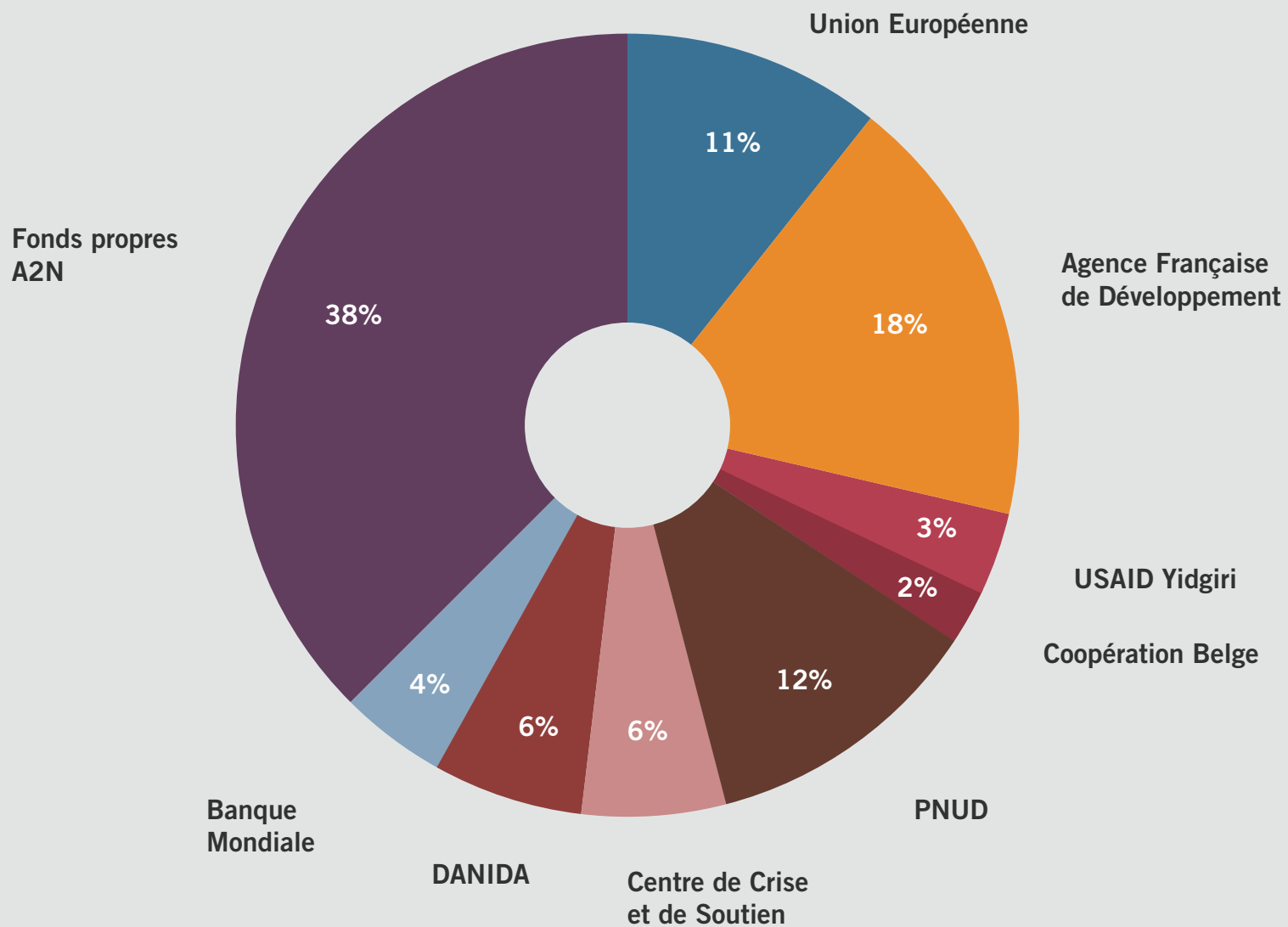
1.2. Exécution budgétaire par Projet

PROJETS	BUDGET 2020	RÉALISATION	SOLDE SUR BUDGET	TAUX DE RÉALISATION
Direction Exécutive	186 403 764	121 508 688	64 895 076	65%
Projet F12 Sahel	35 324 740	19 085 629	16 239 111	54%
CDCS 03	71 670 255	47 237 935	24 432 320	66%
Projet Djam	46 236 054	34 361 330	11 874 724	74%
RECOSA	35 656 452	21 771 420	13 885 032	61%
PARPEL	165 645 204	132 646 791	32 998 413	80%
PACCSSED	35 566 800	35 404 863	161 937	100%
PCESA	76 675 302	76 675 302	-	100%
Yidgiri	235 238 355	13 027 340	222 211 015	6%
PRCSC	262 382 000	228 823 236	33 558 764	87%
Jeunes et Paix	122 645 081	122 586 390	58 691	100%
PGPCL	195 072 239	194 578 208	494 031	100%
BKF-024	21 637 601	3 525 816	18 111 785	16%
TOTAL GÉNÉRAL	1 490 153 847	1 051 232 948	438 920 899	71%

2. Contribution des partenaires au fonctionnement de l'ONG

Projets	Financement	Contribution aux charges salariales	Contribution aux charges de fonctionnement
Projet F12 Sahel	<i>Expertise France/Union Européenne</i>	2 462 225	5 814 136
CDCS 03	<i>Centre de Crise et de Soutien (France)</i>	5 526 918	2 350 185
Projet Djam	<i>Union Européenne</i>	3 256 788	3 437 294
RECOSA	<i>Union Européenne</i>	7 265 557	638 633
PARPEL	<i>VSF-B/Coopération Belge</i>	-	3 300 000
PACCSSED	<i>Banque Mondiale</i>	5 640 000	-
PCESA	<i>DANIDA</i>		8 436 816
Yidgiri	<i>USAID</i>	2 380 139	1 944 256
PRCSC	<i>AFD</i>	4 450 932	19 566 969
Projet de Gestion Pacifique des Conflits Locaux (PGPCL)	<i>UN PBF</i>	-	7 346 446
Projet Jeunes et Paix	<i>UN PBF</i>	-	8 140 100
Fonds propres A2N	<i>A2N</i>	29 551 294	11 140 838
TOTAL		60 533 574	60 974 835

Contribution des partenaires au fonctionnement de A2N



Bureau de Ouagadougou

749 rue Agostino Neto, Secteur 19,
Arrondissement 4

Tél. : +226 25 35 59 19

11 BP 709 Ouagadougou 11

E-mail : ouaga@noddenooto.org

Siège social (Dori)

Tél. : +226 24 46 03 01 / 70 44 44 85

Fax : +226 24 46 00 14

BP 30 Dori, Burkina Faso

E-mail : nodde@fasonet.bf

Bureau de Kaya

Secteur 6, Route Nationale N°3

Tél. : +226 24 45 23 75

01 BP 143 Kaya 01

E-mail : kaya@noddenooto.org



A2N Nodde Nooto



@A2N_NoddeNooto



[noddenooto](https://www.instagram.com/noddenooto)

www.noddenooto.bf